
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N°. LXXXIV.

Du Dimanche 20 Septembre 1789.

Continuation des débats sur la réponse du Roi.

UN grand prince l'a déjà dit : « Le récit seul de ce qui s'est passé le 4 août dans l'assemblée, est le plus bel éloge qu'on puisse faire de la nation française, & la meilleure preuve que ce dix-huitième siècle mérite d'être appelé celui de la philosophie. Il n'y a qu'une masse de lumières, plus grande qu'il ne s'en est trouvé jamais dans aucun temps & chez aucun peuple, qui ait pu produire d'un seul jet un tel monument de sagesse & de vertu; mais auroit-on fait trop de bien à la fois, & pourratt-on le réaliser sans produire un grand bouleversement? Telles sont aujourd'hui les aperçus & les doutes de quelques politiques; telles étoient aussi les motifs des opinions diverses que les orateurs présentoient à l'assemblée, après que le roi a envoyé ses observations sur les fameux arrêtés du 4.

« Ces décrets sont des dispositions sages, » disoit M. le vicomte de Mirabeau, mais susceptibles de beaucoup d'observations. Ils rompent, d'une manière trop prompte, les liens qui attachoient toutes les classes à l'ordre public; c'est couper des nœuds qu'on pouvoit démêler. On vous a dit qu'il falloit décombrer avant de bâtir; mais les fondemens anciens sont quelquefois plus solides, & d'hâbles architectes savent les conserver. Je trouve dans la réponse du roi, des développemens nécessaires, des précautions utiles, des moyens judicieux. Ils sont dignes de notre attention. Je demande le rejet de la motion de M. Chapelier & la discussion sur cet objet. »

M. le comte de Mirabeau, son frère, s'est chargé de le réfuter. « Je ne vois rien d'irrégulier dans la motion de M. Chapelier, a-t-il dit; & je ne crois pas qu'on puisse s'en écarter. Depuis quelques jours nous avons montré la crainte de blesser la paix publique par l'énonciation de quelques principes évidens; ces considérations étoient dignes de votre sagesse & de votre patriotisme; mais si, au lieu de nous savoir gré de notre respect religieux, on a l'air de croire que nous n'osons pas déclarer les grands principes; a-t-on calculé, en les violant, à quoi l'on provoquoit notre mission & notre devoir? ... Qui pourroit nous empêcher de poser nos maximes constitutionnelles, & d'en demander la promulgation? Il faut donc lever le voile & se demander où nous marchons. Ce n'est pas d'incendier un royaume qu'il faut régénérer, qu'aucun de nous peut être accusé. Si nous avons des doutes, discutons-les fraternellement; si nous croyons avoir posé des maximes salutaires, fions-nous à l'empire de cette raison qui tôt ou tard modérera tout le monde; si nous sommes d'accord, ne laissons pas croire qu'il y a de la division entre nous. Prouvons aux ennemis du bien

public, que rien n'est capable de nous détourner de travailler au bonheur des peuples. J'appuie la motion de M. Chapelier; & c'est dans les intentions les plus pacifiques que je la réclame ».

» Le roi a cru, disoit M. de Bonnai, pouvoit suspendre la sanction complète; il consent à quelques-uns des articles, & fait des observations sur quelques autres. Le respect dû au chef auguste nous impose l'obligation d'examiner ses observations; on a proposé des comités pour cet objet. J'ai remarqué que sur les privilèges des provinces, le roi desire que leurs sacrifices n'éprouvent pas des difficultés; & cette observation vient de ce que dans la nuit du 4 quelques-uns ont rapporté des restrictions à l'abolition des privilèges, & six semaines se sont écoulées depuis sans avoir été ratifiées; je demande que les députés des bailliages, sénéchaussées & provinces, soient tenus de rapporter la ratification incessamment ».

« L'assemblée, en disant que ces arrêtés seroient sanctionnés, a dit M. Robert-Pierre, a cru qu'il ne falloit que les promulguer; elle n'a attaché à ce mot que l'idée de l'authenticité donnée par le souverain aux décrets émanés d'elle. Si quelque membre de l'assemblée avoit cru que le mot *sanction* étoit autre chose que l'authenticité, elle n'auroit pas permis qu'il y eût des équivoques sur des déclarations du pouvoir constituant, qui avoient une relation intime avec la constitution. Sur ce point, il faut que vous déclariez aujourd'hui si vous voulez que l'assemblée soit privée de sa constitution, si le pouvoir exécutif veut trouver des équivoques & interpréter le mot de *sanction* jusqu'à approuver à telle ou telle condition. La nation a-t-elle donc besoin, pour la constitution, d'une autre volonté que de la sienne ? ».

M. le duc de la Rochefoucault a observé avec raison que les systèmes divers détruisoient la première motion.

« Quant à la sanction, les arrêtés du 4 n'en ont pas besoin, comme les loix qui en dériveront ; ils ont posé des principes, disoit-il, & non pas une exécution. Sa majesté approuve nos principes ; elle donne ensuite des vues qui seront utiles, lorsque nous ferons des loix en exécution ; ainsi j'opine à ce que M. le président se retire devers le roi, pour demander la promulgation pure & simple des arrêtés du 4, & que la réponse du roi soit envoyée dans les comités chargés de cet objet ».

M. Duquesnoi a développé de plus fort les principes sages de la motion de M. le duc de la Rochefoucault.

M. Reubel a observé que si l'assemblée nationale ne pouvoit pas se flatter d'être infaillible, il croyoit encore moins à l'infailibilité du comité, & qu'on devoit plutôt s'en rapporter aux représentans de la nation, pour juger des véritables intérêts du peuple, qu'à des insinuations étrangères.

« J'ai entendu avec surprise, a-t-il ajouté, que c'étoit pour des princes étrangers, qui possédoient des terres dans l'Alsace qu'il falloit réfléchir sur la destruction des droits féodaux. Je réponds par l'article LII de mon cahier (1), que

(1) Article LII du cahier d'Alsace : que toutes les communautés d'Alsace étant surchargées des droits seigneuriaux de toute espèce & de toute dénomination, telles que corvées, tailles, *ohmgeld*, subside, *efficiantengeld*, *liegergeld*, trentième & cinquantième deniers, loix & ventes, débit de sel & de fer exclusif, accis, droit de ramonage, chasses, forêts, *Weidgeld*, *atzgeld*, &c. &c. & rentes sans nombre qui ont été augmentées par différentes lettres-patentes, depuis la réunion de la province à la couronne, & augmentent

toutes les communautés de l'Alsace, écrasées sous le poids des taxes & des droits féodaux, m'ont chargés d'y pourvoir, & j'observe que les princes étrangers envoient au pouvoir du ministère qui augmente leurs droits, & qui ne veulent pas croire aux pouvoirs de la nation. C'est par cette raison que l'assemblée doit se hâter d'obtenir la sanction. Mes concitoyens se sont si fort pénétrés de ce décret du 4 août, qu'ils ne s'en *dépèneront jamais*.

Tandis que M. Reubel enrichissoit la langue d'une nouvelle expression que les circonstances rendoient précieuse, M. de Lally l'honorait par un discours que nous regrettons de ne pouvoir rapporter en entier.

« Aujourd'hui, disoit-il, vous présentez à la sanction du roi un acte qui ne l'intéresse pas personnellement, mais qui intéresse tous ses sujets. Il approuve la plus grande partie de vos dispositions, mais sur quelques-unes il craint que votre zèle ne vous ait emporté trop loin ; qu'au milieu de vos sacrifices généreux, il n'y en ait de précoces, peut-être d'indiscrètes. Celui qui n'a pas hésité quand il étoit question de déterminer ses propres sacrifices, hésite quand il s'agit de consentir aux vôtres, porte un œil inquiet sur les suites que quelques-uns pouvoient avoir, vous fait part de ses alarmes, & vous invite à de nouvelles réflexions.

journallement ; sa majesté sera humblement suppliée de remédier à cette surcharge insupportable, ou de prendre en considération pour diminuer les impôts qu'on a établis en cette province, qui, avant la réunion, ne payoit pas d'autres droits que les droits seigneuriaux, & qui, depuis la réunion, les paie encore, & des plus fortes, enfa des impositions royales ; ce qui réduit les habitans au désespoir, & les pousse à émigrer ; à quoi il doit être pourvu

D 2

« J'ai partagé aussi vivement que qui que ce soit l'enthousiasme patriotique qui vous a tous enflammés dans la nuit du 4 août, j'en parlai même il y a peu de temps, dans cette même tribune, & j'en parlai comme doit en parler tout bon citoyen. Mais n'est-ce pas une vérité reconnue, qu'un ou deux articles ont été étendus dans la rédaction qui a suivi cette nuit célèbre, & qui a été définitivement arrêtée le 11. Pouvons-nous nous dissimuler que des réclamations se sont faites entendre, & l'exagération même de l'héroïsme n'a-t-elle pas ses dangers ? »

« Je n'ai pas oublié ce qu'en a dit un des membres de cette assemblée, un des plus éloquens, un des mieux écoutés. « Peut-être eussions-nous dû faire nos arrêts du 4 août avec plus de lenteur, & les faire précéder d'une discussion utile. On auroit plus respecté les propriétés & les usages. Les revenus de l'état n'auroient peut-être pas reçu une diminution si sensible ».

Ainsi s'exprimoit M. le comte de Mirabeau dans la séance du mercredi soir 19 août, & les mêmes paroles qui ont obtenu faveur dans sa bouche, trouveront peut-être grace dans la mienne : *les propriétés*, Messieurs ! c'est un nom bien facile : *les revenus publics* ! c'est un objet bien important ; c'est de-là que tout dépend, c'est à cela que tout tient. Je ne suis pas étonné que le patriotisme de M. de Mirabeau en ait été vivement affecté ; il paroît, par ce qu'il vient de nous dire, qu'heureusement pour lui, les craintes sont calmées, qu'il a cru reconnoître qu'elles étoient fausses ; mais nous pardonnerons, apparemment, au patriotisme du roi, d'avoir conçu les mêmes alarmes, & de nous les communiquer, puisqu'elles ne sont pas encore dissipées. M. de Mirabeau ne nous offroit que des regrets stériles, le roi peut nous offrir des remèdes, & s'il étoit vrai que,

parmi toutes ces résolutions si nobles, si touchantes, qui vous immortaliseront, il vous en fut échappé quelqu'une qui, contre vos intentions, portât quelque atteinte aux règles de la justice, ne béniriez-vous pas ce droit de suspendre que vous venez de reconnoître au roi ? La première épreuve que vous en feriez ne seroit-elle pas bien propre à vous en faire sentir le prix ? Quelle ombre de danger pourriez-vous y entrevoir, quand le roi vous dit presque formellement, qu'il va condescendre à vos desirs après que vous vous serez éclaircis par un nouvel examen, & quand il ne sollicite aucun changement que de votre conviction & de votre justice.....

.....

.....

Quant à l'autorité royale, j'ai déjà dit que si les vertus du roi nous la rendoit chère, c'étoit l'intérêt du peuple qui me la rendoit sacrée ; je puis dire encore qu'autant je respecte cette autorité dans son exercice légitime, autant j'en ai combattu les excès & les abus. . . . Mon avis est que le discours du roi soit reçu avec le respect que chacun de nous lui doit & que la nation se doive à elle-même dans la personne de son chef ; que ce discours soit renvoyé aux trois comités que nous avons nommés pour suivre l'exécution de nos arrêtés du 4 & 11 août ; que ces comités s'en occupent sans délai, pour qu'après leur examen & sur leur rapport, il soit pris par l'assemblée telle détermination qu'elle jugera convenable dans sa sagesse. »

M. de Clermont-Lodève, après avoir cherché à prouver que les arrêtés du 4 avoient besoin d'être développés & éclaircis comme étant *très-indigestes*, & après s'être recréé contre la licence des écrits publics, a proposé que l'assemblée prît en considération la réponse du roi, & qu'elle

le suppliait de nouveau de donner sa sanction aux arrêtés, pour exécuter dès-à-présent ce qui peut être pratiqué sans retard, en attendant les loix subséquentes.

Enfin, M. Perhion de Villeneuve a remarqué que le roi, approuvant les principes & ne faisant des observations que sur les loix de détail & d'exécution, la sanction ne pouvoit être refusée. Avant la confection d'une loi, on peut établir des conférences, mais il seroit dangereux d'introduire une pareille influence dans vos délibérations. En Angleterre le roi ne fait pas des observations. Quand la loi est arrêtée, elles sont très-dangereuses : elles sont utiles pour l'interprétation, mais inutiles pour les arrêtés. J'entends dire que les arrêtés ne sont pas de la constitution, mais je soutiens qu'il est impossible de l'établir avant de détruire les abus nationaux. Il est pressant que les peuples soient tranquilles sur les objets décrétés pour son bonheur, ainsi vous devez demander la promulgation. Le principe est conservé, & vous emploierez les lumières qu'il vous propose.

Telle étoit aussi l'opinion de M. Guillotin.

C'est en cet état que la motion de M. de Volnei, que nous avons rapportée, a été faite, & que la séance a été renvoyée au lendemain.

On pense bien qu'après des débats aussi énergiques, & des opinions aussi sages que celles qui avoient été proposées, la sanction des arrêtés du 4 ne pouvoit être retardée davantage. Dès l'ouverture de la séance d'hier, M. Duport a demandé à M. le président s'il avoit eu jour & heure chez le roi, pour demander la sanction du décret sur la libre circulation des grains. Sur la réponse négative de M. le président, M. Duport a fait une motion con-

forme à celle de M. le duc de la Rochefoucault, tendant à ce que M. le président fût chargé de se retirer devers le roi, pour lui demander la promulgation des arrêtés du 4, & assurer sa majesté que l'assemblée nationale prendra en respectueuse considération, lorsqu'elle s'occupera des loix, les observations que sa majesté a bien voulu lui communiquer.

M. Fréteau a observé seulement que le discours du roi pouvoit jeter du louche sur le décret de la libre circulation des grains. « Il est certain, a-t-il dit, que si les municipalités le connoissent; si l'on apprend qu'il se fait des spéculations en Normandie, en Franche-Comté, le long du Rhin, de la Meuse & de l'Escaut, l'anarchie pourroit naître; il faut donc aller incessamment chez le roi, pour la sanction des arrêtés du 4 & du décret sur les grains. »

M. de Bonnai appuyant cette motion, a fait sentir que c'étoit de l'union qui devoit régner entre le pouvoir exécutif & législatif que sortoit leur force & leur énergie.

Il est inutile de rapporter quelques discussions élevées sur la forme & le règlement, par M. l'évêque de Chartres. Il suffit de dire que la motion proposée par M. Duport, a été adoptée par une grande majorité, & qu'elle a produit le décret suivant.

« L'assemblée nationale arrête que M. le président sera chargé de se retirer par devers le roi, pour le supplier d'ordonner incessamment la promulgation des arrêtés du 4 août & jours suivans, & d'assurer sa majesté que l'assemblée nationale, lorsqu'elle s'occupera des loix de détail, prendra dans la plus grande & la plus scrupuleuse considération les réflexions & observations que sa majesté a bien voulu lui communiquer. »

Après que le décret a été prononcé, M. le président est allé chez le roi, & M. l'évêque de Langres a présidé l'assemblée.

Il a été fait plusieurs motions concernant l'ordre des questions qu'on devoit suivre sur la composition du corps législatif, ou sur la prérogative royale, ou sur les assemblées municipales, provinciales ou de district, & ensuite sur les finances. Nous en rendrons compte demain; ce qui est intéressant dans les circonstances présentes, c'est de connoître aujourd'hui la réponse que le roi a faite au président de l'assemblée nationale; sa majesté lui a dit: « Revenez demain au soir, & je vous donnerai la réponse que demande l'assemblée nationale. »

M. le garde-des-sceaux a demandé à sa majesté, si M. le président pouvoit assurer l'assemblée nationale de sa bonne volonté. . . . *Oh oui, toujours*, a répondu le roi, d'un air très-satisfait.

On souscrit, à Paris, chez CUSAC, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent.